

## Gilet jaune international : et les pays qui ont le mieux su préserver leurs classes moyennes en Occident (et comment) sont...



Le lien fait entre Gilets jaunes, électorat de Trump, Brexiteurs, populistes italiens ou d'Europe de l'Est interroge sur l'état actuel des classes moyennes en Occident. Mais qui sont celles qui sont le moins touchées aujourd'hui ?

Avec Jean-Marc  
Siroën

**Atlantico : Dans un contexte marqué par l'émergence des Gilets jaunes en France, et dont les problématiques tout comme la sociologie peuvent être rapprochées de celles des électeurs de Donald Trump, des Brexiteurs, ou encore de la coalition en Italie, le constat d'une classe moyenne occidentale en souffrance s'affirme comme le débat politique de cette décennie. Au sein de l'Occident, quels sont les pays qui ont su le mieux répondre à cette situation pour les classes moyennes ?**

**Jean-Marc Siroën** : Il est vrai que ce sont les classes moyennes qui ont exprimé leur malaise dans les urnes aux Etats-Unis, au Royaume-Uni en Italie ou dans des pays d'Europe orientale. Le malaise des classes moyennes, celles qui dans l'histoire portent les révolutions, est assez général. Le phénomène n'est d'ailleurs pas spécifique à l'Occident : le printemps arabe a lui aussi été porté par les classes moyennes qui ne parvenaient pas accéder au statut qu'elles pensaient mériter.

Il existe de nombreux points communs entre ces pays cités, mais aussi beaucoup de différences. Ainsi, le message des gilets jaunes français ne se superpose pas exactement à celui des Américains ou des Anglais. Politiquement, il est plus divers ; oscillant entre une extrême gauche -quasi absente ailleurs- et, surtout, une extrême droite plus proche des populismes occidentaux. Le mouvement des Gilets jaunes trouve son unité dans sa demande d'augmentation du pouvoir d'achat et d'égalité fiscale, secondairement, dans une critique des institutions et de la représentation qui va au-delà de la simple critique du "système" qui situe le mouvement dans une certaine tradition révolutionnaire française. Les thèmes identitaires qui incluent l'immigration, si prégnants ailleurs, se retrouvent certainement chez une bonne partie des gilets jaunes, mais ils ne se sont pas imposés.

Plusieurs indicateurs peuvent illustrer ce malaise. De nombreuses études confirment que si depuis un quart de siècle, les classes pauvres ou moyennes des pays en développement ont connu une forte croissance de leur revenu, la classe moyenne des pays occidentaux a vu sa situation stagner voire régresser. Seules les classes supérieures qui ne représentent que quelques pour cent de la population mondiale auraient vu leur situation s'améliorer, parfois de manière spectaculaire pour les plus riches. Tous les pays occidentaux ont ainsi connu une croissance des inégalités.

En même temps, la classe moyenne dans les pays européens tend à régresser avec même une certaine accélération après la crise de 2008 comme l'a montré une étude de l'OIT . Les causes sont diverses. La mondialisation, souvent mise en cause, a certes eu sa part de responsabilité en accélérant la désindustrialisation. Mais plus généralement le progrès technique, la transition digitale et l'évolution

---

de la consommation ont davantage contribué à contracter la demande d'emplois occupés par les classes moyennes ce qui a pesé sur le chômage et les salaires et conduit à généraliser la précarité. Le choc n'a pas seulement touché l'industrie. Il a aussi atteint les services, privés ou publics, qui jusque-là permettaient d'accéder à la classe moyenne. Faute de bénéficier des mêmes gains de productivité que d'autres secteurs ou confrontés aux restrictions budgétaires, de nombreux services se sont paupérisés.

Aucun pays n'a su répondre à ce défi social. Néanmoins, les pays européens, grâce à leur système de protection sociale, ont mieux amorti le choc que les Etats-Unis. A priori, la France qui, avec la Suède et le Danemark, est le pays qui conserve la classe moyenne la plus importante (environ les trois quarts de la population sur le critère d'un revenu situé entre 60% et 200% du revenu médian) n'a pas été le pays le plus négligent. Sa classe moyenne s'est moins contractée qu'ailleurs. La part des "moins favorisés" (entre 60% et 80% du revenu médian) a diminué tout comme d'ailleurs celle la "classe supérieure" (au-dessus de deux fois le revenu médian) ce qui a limité la croissance des inégalités. L'Allemagne et, dans une moindre mesure, le Royaume-Uni ont connu des évolutions inverses. Mais les conclusions sont ambiguës. Si ces statistiques montrent que la France a pu limiter le déclassement des classes moyennes vers la pauvreté (revenu inférieur à 60% du revenu médian), elle n'a pas réussi à relancer l'ascenseur social vers les classes supérieures, seul moyen d'augmenter durablement un revenu et un pouvoir d'achat par ailleurs stagnant.

### **Quelles sont les leçons à tirer de ces exemples pour la France ?**

Assez curieusement, à l'exception peut-être de l'Italie, les pays européens les plus concernés par le populisme ne sont pas les plus inégalitaires, ni même ceux qui ont vu leur situation se détériorer le plus. La Hongrie, la Pologne, la Slovaquie, la Slovénie, l'Autriche et même la France sont moins inégalitaires que la moyenne des pays européens qui sont eux même beaucoup moins inégalitaires que les Etats-Unis. Il faut donc se méfier de raccourcis faciles qui verraient dans les seules inégalités -elles mêmes imputées à une mondialisation qu'on se garde bien de définir- la cause unique du populisme et l'origine indiscutable des gilets-jaunes.

Si la sociologie des gilets-jaune reste à approfondir, il apparaît dans le mouvement une certaine sous-représentation des classes les plus pauvres, notamment urbaines (car les métropoles ne sont pas uniquement peuplées d'élites arrogantes et mondialisées !), et une sur-représentation des classes moyennes plutôt rurales ou "péri-urbaines" dont le revenu se situe autour ou légèrement au-dessus du revenu médian, ce groupe social qui, d'après l'Institut des politiques Publiques aurait vu son pouvoir d'achat plutôt augmenter (contrairement aux 10% les plus pauvres)...

Comme le montre une étude de la DREES les dépenses pré-engagées (abonnement, remboursement d'emprunt, loyers, etc.) représentent plus de 60% du revenu des ménages pauvres ou des classes moyennes inférieures. Doit-on alors penser le pouvoir d'achat à partir du revenu des ménages ou à partir du seul revenu "arbitral", celui qui reste après avoir payé le pré-engagé. Lorsque celui-ci atteint 35 ou 40% du revenu, 5 euros d'APL ou les quelques centimes de taxe sur l'essence pèsent plus lourd dans le budget des ménages. D'après la DREES, raisonner sur ce revenu "arbitral" ferait passer le taux de pauvreté de 14% à 23% ! Mais cette approche conduit aussi à dissocier pouvoir d'achat et niveau de vie. Le premier peut être faible et le second relativement élevé : s'endetter pour acquérir un logement plus confortable ou une automobile plus performante augmente le niveau de vie, diminue le revenu arbitral et crée une anxiété sur les fins de mois.

Une autre limite des statistiques est qu'elles ne peuvent intégrer la dimension psycho-sociologique : l'anxiété face à l'avenir et la peur du déclassement, l'absence de perspective pour les ménages eux-mêmes et leurs enfants, le sentiment d'être ignorés ou méprisés et enfin, peut-être surtout, le sentiment d'un système de redistribution dont ils ne profitent pas.

### **Quelles sont les autres pistes que la France pourrait suivre pour parvenir à un résultat satisfaisant ?**

Le système de redistribution français, qui a ses mérites, a aussi atteint ses limites. Assez paradoxalement, il entretient l'insatisfaction générale, y compris de la part de ceux qui en bénéficient. La hausse du SMIC favorable au pouvoir d'achat crée ainsi un sentiment de déclassement de la part de ceux qui se situent juste au-dessus. La France est un des pays où la part de l'impôt sur le revenu sur les recettes fiscales, le seul progressif, est le plus faible du fait, notamment des exonérations dont bénéficient 57% des ménages et donc une bonne partie des classes moyennes. Ce statut de "non-imposable" s'accompagne d'une série d'autres exonérations ou d'avantages sociaux ce qui crée un sentiment d'iniquité des classes moyennes situées juste au-dessus des seuils. Ainsi, l'exonération partielle de la très injuste taxe d'habitation n'a pas bénéficié aux ménages qui en étaient déjà exemptés tout en créant une frustration pour les ménages situés juste au-dessus du seuil. De même, la hausse de la CSG qui touchait les retraités des classes moyennes considérées comme "trop riches" pour en être épargnés a peut-être davantage déclenché de rejet que la hausse elle-même. Ces mesures qui allaient plutôt dans le sens d'une plus grande justice sociale et d'un encouragement au travail ont ainsi créé un sentiment opposé, appuyé, il est vrai, par les avantages fiscaux accordés aux classes supérieures (suppression de l'ISF, "flat tax") ou aux entreprises (CICE).

Tous ces effets de seuils ne se contentent pas d'agir sur les statistiques. Ils jouent aussi sur le "ressenti". Ils amplifient le sentiment d'injustice non seulement avec les plus riches mais aussi avec l'"autre" (qui dans certains pays peut être l'immigré) soupçonné de capter les aides sociales à son détriment et avec son argent. Ces "autres", notamment les plus pauvres des villes et des banlieues, bénéficiaires des aides sociales, n'ont d'ailleurs pas participé significativement au mouvement des gilets jaunes. Dans les grands paradoxes il n'y a pas seulement la revendication "plus d'aides-moins d'impôts" mais aussi "moins de redistribution pour plus d'aides". C'est d'ailleurs ce point de vue très antifiscal qui peut situer une bonne partie des gilets jaunes et, plus généralement des populistes, à droite, et même parfois très à droite de l'échiquier politique.

Si l'idée d'un revenu universel a été déconsidérée lors de la dernière élection présidentielle par un contenu idéologique décalé, sa viabilité devrait néanmoins être réfléchie à l'occasion d'une future réforme fiscale, maintenant devenue urgente. Ce revenu universel supprimerait les insupportables effets de seuil qui attisent les frustrations. Il permettrait aux chômeurs retrouvant un travail de ne pas être pénalisés par la perte d'aides et d'exonérations.